



Aperçu de nos réalisations 2017-2018

Les membres du conseil d'administration en 2017-2018

Le conseil d'administration de la LDL est composé de 15 membres avec des expériences diversifiées : militantes féministes, juristes, personnes retraitées, employé-e-s d'organismes communautaires, professeur-e-s d'université, etc.

Christian Nadeau, président
Bill Clennett, vice-président
Lucie Lamarche, deuxième vice-présidente
Anne St-Cerny, trésorière
Samuel Blouin, secrétaire
Aurélien Arnaud, administratrice
Martine Eloy, administratrice
Pierre-Louis Fortin-Legris, administrateur
Vincent Greason, administrateur
Bohra Manaï, administratrice
Amélie Nguyen, administratrice
Dominique Peschard, administrateur
Alexandra Pierre, administratrice
Jacinthe Poisson, administratrice
Will Prosper, administrateur

L'équipe de travail en 2017-2018

Nicole Filion, coordonnatrice
Karina Toupin, adjointe à la coordination
Lysiane Roch, responsable des communications et soutien à l'analyse et à la recherche



La Ligue des droits et libertés (LDL) est un organisme sans but lucratif, indépendant et non partisan, issu de la société civile québécoise et affilié à la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH). Depuis plus de 50 ans, la LDL milite en faveur de la défense et de la promotion de tous les droits humains reconnus par la *Charte internationale des droits de l'homme*.



Ligue des
droits et libertés

LDL – SIÈGE SOCIAL

516, rue Beaubien est
Montréal, QC H2S 1S5
Téléphone : 514 849-7717, #21
Télécopieur : 514 849-6717
info@liguedesdroits.ca
www.liguedesdroits.ca

LDL – Section Québec

190-B, rue Dorchester, #70
Québec, QC G1K 5Y9
Téléphone : 418 522-4506
Cellulaire : 581 984-4506
info@liguedesdroitsqc.org
www.liguedesdroitsqc.org

Dans de très nombreux États, nous constatons une remise en cause radicale des mécanismes qui garantissent l'égalité démocratique.

Au Québec, à l'aube des élections provinciales, le populisme a le vent dans les voiles, offrant des solutions simples aux problèmes complexes auxquels nous faisons face. La peur et le repli mobilisent davantage que l'intelligence et le courage de l'ouverture. Le contre-discours face au discours populiste manque de moyens et ne suscite guère l'enthousiasme, étant par essence étranger au goût du spectacle. Malgré tous les obstacles, les organismes d'action communautaire autonome et les groupes de défense collective des droits reviennent sans cesse à la charge pour rappeler à notre société l'importance du respect de chaque personne, quelle qu'elle soit, sur le plan de la protection sociale et des libertés civiles.

Si la tâche est immense, nous ne pouvons pas nous permettre le luxe du découragement. C'est pourquoi, à la LDL, nous continuons à travailler sans relâche pour défendre l'ensemble des droits humains et rappeler leur interdépendance.

Comme de nombreux groupes en défense collective des droits, nous devons réaliser notre mission avec des ressources très limitées. Heureusement, nous pouvons compter sur l'appui d'un grand nombre de personnes et organisations qui nous soutiennent de différentes façons : membership, dons, énergie militante, rediffusion de nos activités, etc. Il est urgent d'élargir cette base d'appui et nous avons entrepris une démarche en ce sens en 2017-2018.

Malgré nos ressources limitées, notre rapport d'activités atteste de l'ampleur de nos réalisations encore cette année. Par nos recherches et analyses, nos activités d'éducation aux droits, nos interventions auprès des élu-e-s et notre surveillance des pouvoirs politiques et policiers, nous continuons à démontrer que la LDL est une organisation incontournable dans la défense autant des libertés civiles que des droits économiques, sociaux et culturels.


Président


Coordonnatrice

Soirée publique sur le droit à l'autodétermination

Pour connaître les luttes menées par les Autochtones pour la réalisation du droit à l'autodétermination et développer des liens de solidarité en soutien à ces luttes, nous avons organisé une soirée publique en novembre 2017. Plus de 200 personnes étaient présentes et un grand nombre de personnes ont assisté à la soirée via la webdiffusion, y compris un groupe d'étudiant-e-s de l'Institution Kiuna, à Odanak. Les interventions étaient très intéressantes et stimulantes; il s'en est suivi des échanges très sentis avec la salle.

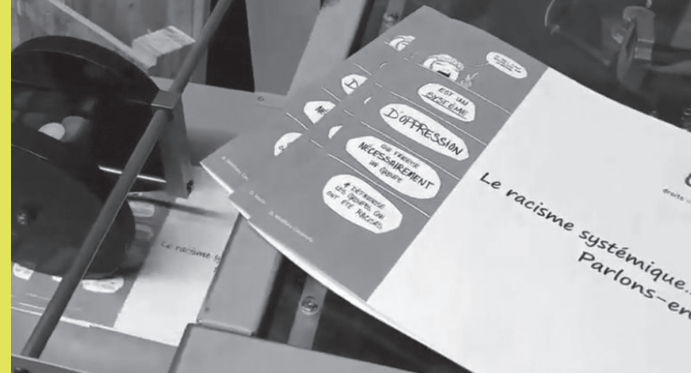
Interventions en lien avec la Commission Viens

En octobre 2017, nous avons déposé un mémoire auprès de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics (Commission Viens). Parmi les recommandations, nous demandions entre autres au gouvernement du Québec de s'engager à mettre en œuvre la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, ce qui implique la révision de ses lois, règlements, politiques et autres actions gouvernementales afin que ceux-ci soient conformes à la Déclaration.

Photo : Claude de Maisonneuve



DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES



«Le racisme systémique... Parlons-en! »

À l'automne 2017, nous avons publié la brochure «Le racisme systémique... Parlons-en!», pour sensibiliser les personnes non-racisées aux causes structurelles du racisme et à l'importance d'agir pour y mettre fin. Cette brochure a connu un grand succès avec plus de 5 000 copies papier en circulation et une diffusion de la version électronique dans de très nombreux réseaux.

Nous avons aussi organisé des ateliers et donné quelques conférences abordant le thème du racisme systémique. Ces interventions ont suscité beaucoup d'intérêt et attiré un public important et diversifié.

Racisme

LDL

Ligue des
droits et libertés

Surveillance des pratiques policières

Nous avons maintenu notre veille des travaux du Bureau des enquêtes indépendantes et avons dénoncé le manque de transparence de cette institution un an après son entrée en fonction.

À l'automne 2017, nous avons organisé une rencontre d'information et d'échange sur les lacunes des mécanismes de surveillance de la police, particulièrement au niveau des pratiques systémiques. À cette occasion, nous avons aussi produit un document pour mieux comprendre les différents mécanismes de surveillance des pratiques policières.

Cette année, nous sommes aussi intervenus, à différentes occasions, au sujet des pratiques du Service de police de la Ville de Montréal et de son utilisation des armes intermédiaires: rencontre avec des élu-e-s, participation à des audiences publiques, appui à la campagne *Manifester sans peur*, etc.

Police

Rencontre et capsules-vidéo sur le droit collectif de s'associer

En juin 2017, la LDL, la Table des regroupements provinciaux et organismes communautaires et bénévoles et le Service aux collectivités de l'UQAM ont publié les résultats d'une recherche-action sur le droit collectif de s'associer. Le rapport révélait de sérieuses entraves imposées par l'État au droit collectif d'association des OSBL, notamment des organisations communautaires et syndicales.

Suite à la publication de cette recherche, les trois organismes ont organisé une rencontre de formation et de mobilisation. Ils ont aussi produit trois capsules-vidéo pour mieux comprendre et défendre le droit collectif d'association.

Droit d'association

Projet de recherche «Penser la protection sociale selon le cadre de référence des droits humains»

Afin d'offrir aux groupes sociaux des outils d'analyse et d'évaluation des propositions gouvernementales portant sur différents programmes de protection sociale actuellement en bouleversement, nous avons présenté un projet de recherche au Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. Au printemps 2018, nous avons appris avec beaucoup d'enthousiasme que le projet de recherche avait été accepté. Avec ce projet, nous espérons favoriser l'émergence d'un débat renouvelé portant sur la lutte contre la pauvreté et pour la protection sociale au Québec.

Protection sociale

Mission d'observation lors du G7

Au printemps 2018, nous avons entrepris l'organisation d'une mission d'observation des libertés civiles lors du G7 de juin 2018. Cette mission, réalisée conjointement avec Amnistie Internationale, vise à documenter les atteintes aux libertés civiles des manifestant-e-s tout en contribuant à prévenir ces mêmes violations. Nous avons d'ailleurs interpellé les ministres de la Sécurité publique (fédéral et provincial) pour qu'ils prennent des mesures pour assurer le respect des droits humains lors du G7.

La décision de mener cette mission faisait suite aux multiples violations de droits que nous avons documentées lors de sommets précédents, dont le Sommet des Amériques à Québec en 2001 où la LDL avait aussi mené une mission d'observation.

Droit de manifester



Revue Droits et libertés

Deux fois par année, nous publions la revue *Droits et libertés*. Cette revue a pour objectif de susciter une réflexion sur différents enjeux de droits humains.

Au printemps 2017, nous avons produit une revue portant sur les droits culturels et le droit à la culture. Pour le lancement de ce numéro, nous avons organisé une soirée festive et artistique qui nous a permis de rendre hommage aux multiples dimensions de la culture et de souligner l'importance des droits qui y sont attachés.

La revue d'automne 2017, quant à elle, comportait un dossier intitulé «Droits et libertés... en mouvance». Par ce numéro, nous avons voulu nous attarder aux différents discours qui mobilisent les droits humains dans le contexte politique contemporain.

Relations avec nos membres

En 2017-2018, nous avons organisé deux soirées militantes dont l'objectif était de favoriser des moments d'échange et de mobilisation entre les membres de la LDL dans un cadre moins formel. La première portait sur le revenu minimum garanti et la deuxième sur le racisme systémique. Ces soirées ont donné lieu à des échanges très intéressants.

Nous avons aussi entrepris cette année une démarche pour mieux connaître nos membres et les raisons qui les motivent à adhérer à la LDL. Nous avons ainsi réalisé un focus group et envoyé à nos membres un questionnaire auquel 150 personnes ont répondu. Nous vous remercions de vous être prêt-e-s à l'exercice en si grand nombre! Ce portrait de nos membres révèle leur grande fidélité et l'importance de leur adhésion à la mission de la LDL. Il fait ressortir nos forces ainsi que nos principaux défis.

Autres réalisations en 2017-2018 :

- Journée de réflexion «Luttes aux changements climatiques, transition et droits économiques, sociaux et culturels»
- Défense du régime de protection de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
- Intervention sur le projet de loi sur la neutralité religieuse
- Poursuite du projet de recherche sur les règlements municipaux ayant une incidence sur le droit de manifester
- Interventions sur le projet de loi C-59 sur la sécurité nationale
- Participation à la tournée sur le droit au logement
- Interventions sur le programme de contestation judiciaire
- Nombreux appuis
- Participation à plusieurs coalitions et regroupements
- Etc.

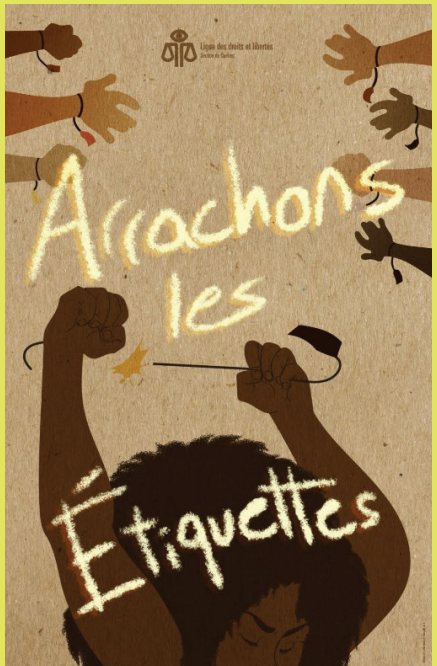
Section de Québec

La section a pour vocation d'enraciner la lutte pour les droits humains dans la réalité locale de la région de Québec. Elle a pu compter, cette année, sur un coordonnateur et une stagiaire à temps plein. De plus, 6 auxiliaires de recherche de l'Université Laval, une dizaine d'animatrices d'ateliers et une vingtaine de membres actifs ont aussi permis de réaliser le plan d'action.

L'année 2017-2018 a été une année de transition marquée par le racisme et l'horreur. Le 29 janvier 2017, bien sûr, mais aussi les événements des mois qui ont suivi (récidives des radio-poubelles, actes haineux multiples, présence de l'extrême droite) nous ont contraints à réorienter nos priorités jusque-là consacrées à la question du droit de manifester.

L'année a donc permis de s'approprier le sujet (recherche et réflexion sur le racisme spécifique à Québec) et de se solidariser avec les militant-e-s et les organisations luttant contre le racisme dans la région. Ainsi, nous avons contribué à la formation et l'animation de la Coordination des actions contre le racisme à Québec. En collaboration avec cette dernière, nous avons organisé des conférences, appuyé des mobilisations, favorisé la réflexion et construit des solidarités. Sur nos propres bases, soulignons l'organisation du concours « On s'affiche contre le racisme » qui a mobilisé une cinquantaine d'étudiant-e-s du collégial.

Nous avons poursuivi nos activités d'éducation aux droits en offrant une trentaine d'ateliers auprès de différents publics. Grâce à une collaboration avec le Groupe d'étude pour les droits et libertés de la faculté de droit de l'Université Laval, nous avons d'ailleurs conçu de tout nouveaux ateliers sur différents thèmes : racisme et sexisme, droits économiques et sociaux, liberté d'expression, vie privée, etc.



Affiche réalisée dans le cadre du concours «On s'affiche contre le racisme» par Marie Lebossé-Gautron du Cégep de Sainte-Foy



Photo : Claude de Maisonneuve